

La communauté internationale invite les Burundais à s'abstenir de violence

@rib News, 25/04/2015 â€“ Source Xinhua Les membres de la communauté diplomatique et des organisations régionales se sont réunis vendredi sous les auspices de l'ONU pour évaluer la situation au Burundi, appelant les Burundais à s'abstenir de tout acte de violence et d'intimidation avant, pendant et après les élections, notamment l'élection présidentielle, prévue le 26 juin prochain. "Ils encouragent vivement le gouvernement, les partis politiques et les organisations de la société civile à s'abstenir de tout acte de violence et d'intimidation avant, pendant et après les élections", ainsi ont-ils lancé dans un communiqué de presse.

Ils ont pris note des progrès accomplis dans la préparation des élections, en particulier le grand nombre de partis politiques qui ont présenté leurs candidats pour les élections communales et législatives. Ils ont exhorté les partis politiques à participer au processus électoral en cours et à recourir aux organes et processus juridiques aux fins d'adresser leurs griefs ou préoccupations. Ils font enfin appel à la population du Burundi pour ne pas mettre en danger la stabilité, la paix, la démocratie et le développement qu'ils ont bâtis depuis la fin de la guerre civile. Au moment où certaines organisations de la société civile menacent de descendre dans la rue ce dimanche au cas où ce samedi le parti au pouvoir, le CNDD-FDD, désignerait le président de la République Pierre Nkurunziza à sa propre succession, la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) a convoqué son "Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement" pour limiter d'éventuels dégâts liés aux manifestations annoncées. Aux termes du Pacte, "l'utilisation de tout type d'arme pour disperser des réunions non-violentes ou des manifestations est interdite" et "dans le cas d'une manifestation violente, l'utilisation minimale de la force peut être autorisée dans la mesure nécessaire pour maintenir l'ordre et la sécurité", rappelle la CIRGL dans un communiqué rendu public ce vendredi. Le président Nkurunziza a été élu en 2005 et réélu en 2010. Ses partisans crient haut et fort qu'il a été élu au suffrage universel direct une seule fois et menacent de descendre dans la rue au cas où l'on ne lui donnerait pas la chance de participer au suffrage universel direct pour la seconde fois. M. Nkurunziza s'est toujours refusé de se prononcer là-dessus. Le congrès du CNDD-FDD qui sera organisé ce samedi va trancher.